

**BÉLANGER, Yves, Aude FLEURANT et Céline MÉTIVIER (dir.).**  
*L'industrie de défense du Québec : dynamique et enjeux.* Montréal,  
Méridien, 1996, 90 p.

Serge Bernier

Volume 28, Number 4, 1997

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703834ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703834ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bernier, S. (1997). BÉLANGER, Yves, Aude FLEURANT et Céline MÉTIVIER (dir.).  
*L'industrie de défense du Québec : dynamique et enjeux.* Montréal, Méridien, 1996, 90 p.  
*Études internationales*, 28 (4), 919-920. <https://doi.org/10.7202/703834ar>

aux documents du ministère canadien des Affaires extérieures/étrangères et de l'ACDI à travers l'*Access to Information Act* ne sert-il pas à démontrer, qu'au-delà du décalage entre la théorie et la pratique dans le discours, entre autres, du gouvernement fédéral au sujet des droits de l'homme, il y a une complicité! (*Le Robert*, 1967, p. 351) canadienne avec le « programme de génocide » perpétré par l'armée indonésienne, ou pour le moins – pour utiliser une terminologie anglaise – « a conspiracy of silence »? La majeure partie des documents livrés à l'auteure était censurée pour ne pas « nuire à la conduite des affaires internationales », aux dires des fonctionnaires du MAE, ce qui « corrobore » la thèse de conspiration ou de collusion. Dans une entrevue avec *Middle East Report* (juillet/août 1991), Edward W. Saïd disait : « There's only one way to anchor oneself, and that's by affiliation with a cause, with a political movement. There has to be identification not with the secretary of State but with matters involving justice, principle, truth, conviction. Those don't occur in a laboratory or a library. » S. Scharfe s'est certainement affiliée à une de ces bonnes causes.

Nemer H. RAMADAN

Département de science politique  
Université du Québec à Montréal

## 2. NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

### *L'industrie de défense du Québec : dynamique et enjeux.*

BÉLANGER, Yves, Aude FLEURANT et Céline MÉTIVIER (dir.). Montréal, Méridien, 1996, 90 p.

Cette brochure fournit, à l'aide de nombreux tableaux bien faits, un portrait de la situation d'ensemble de l'industrie de défense du Québec au tournant des années 1994-1995. Marine, armée, aviation, R et D, électronique, exportations, proportion des dépenses du ministère de la Défense nationale au Québec ne sont que quelques-uns des détails abordés par les auteurs.

Le titre apparaîtra un peu pompeux cependant, puisque très peu d'entreprises, au Québec, comme dans le reste du Canada, ne vivent, ou n'ont vécu, depuis une trentaine d'années, qu'en fonction de la défense. Seuls de grands ateliers d'entretien ou de réparations d'équipements militaires – à Montréal ou Halifax – dépendent presque entièrement du militaire. Même les rares fabriques de munitions se diversifient depuis longtemps.

Lorsque les auteurs constatent que, dans le monde, les experts sont de plus en plus nombreux à prétendre que l'industrie militaire change et entretient de façon croissante des activités non militaires, ils ne lient pas cette vérité au fait qu'au Québec (Canada) cette situation existe déjà depuis des lustres. Aurions-nous été en avance? Ou, tout simplement, un pays aussi peu militarisé que le Canada aurait-il engrangé, bien avant les grandes puissances, une bonne partie des dividendes de la paix?

L'industrie de défense du Québec est utile, mais il le deviendrait encore plus s'il devenait une publication annuelle. En effet, quoi de plus mobiles que les statistiques qui nous sont servies ici ?

Serge BERNIER

Ministère de la Défense nationale, Ottawa

**Conflits et coopération dans les relations économiques internationales : le cas de l'Uruguay Round.**

LANDAU, Alice. Bruxelles, Bruylant et Paris, LGDJ, 1996, 212 p.

Cet ouvrage est issu d'un séminaire de formation aux négociations économiques internationales organisé à Genève trois années de suite – de 1993 à 1995 – en marge des négociations de « l'Uruguay Round ». Il n'est pas un ouvrage de plus sur le GATT ou la nouvelle Organisation mondiale du commerce. Il est plus original. L'auteur explique comment se sont déroulées les négociations pendant une dizaine d'années, quelles démarches certains pays ont entreprises, quelles alliances ils ont nouées, quels marchandages ont abouti et de quelle façon. C'est donc un aspect peu connu du système commercial international, et surtout de son évolution, qui est abordé cette fois.

La principale innovation qui a caractérisé ce nouveau cycle de discussions est sans conteste la place occupée par certains pays en voie de développement, notamment d'Amérique latine et d'Asie, qui sont le plus souvent les pays « émergents » dans la finance et dans le commerce international. Alice Landau analyse ce nouveau phénomène, elle en explique les raisons, elle en expose les

modalités, elle en montre les conséquences. C'est là de toute évidence une caractéristique essentielle, certainement appelée à se reproduire, et qui tranche beaucoup avec ce qui se passe dans les domaines monétaire et financier, où l'évolution ne se fait pas par des négociations multilatérales répétées...

On trouvera aussi dans cet ouvrage bien d'autres informations intéressantes, par exemple sur les discussions relatives aux problèmes agricoles, notamment la réforme de la Politique agricole communautaire, le rôle du Groupe de Cairns ou la portée de l'accord de Blair House, comme sur les aspects particuliers des services ou de la propriété intellectuelle. Une double impression domine toutefois. C'est d'abord la rigidité de la position américaine et l'intransigeance manifestée par ce pays d'une façon assez habituelle, et que l'auteur ne manque pas de critiquer; c'est ensuite l'absence de l'Afrique dans un débat pourtant essentiel, mais à part quelques rares exceptions, la part des pays africains dans le commerce mondial ne cesse de régresser...

Michel LELART

Centre national de la recherche scientifique  
Paris

**Relations entre économies industrialisées et économies en transition ou en développement. Aspects institutionnels et juridiques.**

SCHAEFFER, Eugène (dir.). Bruxelles, Bruylant-Institut International de Droit d'Expression et d'Inspiration Françaises, 1995, 669 p.

Cet ouvrage reprend pour l'essentiel un congrès qui s'est tenu à Rabat en novembre 1993, dont l'objet était les voies de la construction d'un droit mondialisé